



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## Nous devons pouvoir réguler notre production

Les actuelles baisses de prix du lait sont catastrophiques pour les paysans. La faute aux marchés d'exportation dont les prix sont en berne. Raisons invoquées: l'embargo de l'UE sur les exportations vers la Russie et une production mondiale qui reste élevée. Ce constat est sans appel et montre clairement que le système actuel de segmentation ne permet en aucun cas aux paysans d'adapter les quantités produites à la demande des marchés. Au contraire ce système prend en otage toutes les familles paysannes qui n'ont plus leur mot à dire, si ce n'est de produire du lait pour honorer leurs contrats, sous peine de les perdre. Les acheteurs poussent à une production plus riche en matière grasse et en protéine avec l'arrivée, chez certains, du paiement au taux de matières utiles. Mais les coûts sont bien souvent plus élevés que le gain et les importations de fourrages concentrés encouragées. Tout est fait pour «investir plus, produire plus et éventuellement gagner plus si le marché le permet». A en voir les récents résultats des statistiques sur les revenus des familles paysannes, cela peut se confirmer pour certaines. Les revenus sont, en moyenne, légèrement en hausse en 2013 par rapport aux années catastrophiques précédentes, mais avec de forts écarts entre les exploitations. Et jusqu'à quand? Pour les fermes laitières, 2014 sonne déjà comme la fin de l'embellie. Le «produire plus» se casse la figure, les marchés ne suivent plus et les prix chutent. Inexorablement.

Le marché ne fonctionne toujours pas. Une des raisons est qu'il n'est toujours pas possible pour les familles paysannes de gérer les quantités à produire en amont et donc de négocier les prix. Aujourd'hui, l'adage de l'après-guerre «produisez on s'occupe du reste» semble encore d'actualité. La différence n'est que l'orateur. A l'époque



*Pour éviter la surproduction et les baisses de prix, nous devons pouvoir réguler la production. Ici devant Cremona en 2009 lors de la révolte paysanne.*

c'était l'Etat, aujourd'hui c'est l'acheteur et le distributeur. Par contre, pour le paysan, la différence est de taille, les prix actuels ont baissé de 40%, voire plus.

Du côté de la défense professionnelle laitière, on rassure. Il ne faut surtout pas critiquer la situation. Ce n'est pas le moment. Les instruments mis en place fonctionneront, les prix indicatifs restent stables, les acteurs de l'industrie jouent le jeu...mais s'ils venaient à ne pas fonctionner si bien que cela, les familles paysannes casqueroient, une fois de plus. Ça la défense professionnelle omet de le dire. Or c'est bien ce qui se passe et se passera encore si rien ne change.

Uniterre, avait fait des propositions claires pour réguler le marché. Elles ont été saluées, mais aucunement mise en place, faute de bases légales et surtout de volonté. Afin que cela change, il est grand temps que les producteurs puissent à l'avenir s'appuyer sur un article constitutionnel fort. C'est ce que propose l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire». Uniterre lance un débat politique et recherche le soutien de la population, des consommatrices et consommateurs. Le chemin est long, à nous de poser les premiers jalons. Signons l'initiative pour créer les bases permettant une gestion des quantités responsable.



**Membres d'Uniterre**

**ACAR**

Pages 2-3



**Initiative**

**Nous soutenons!**

Page 5



**Lait**

**Regards croisés**

Page 6



**Femmes**

**Relocaliser les marchés**

Page 7

MEMBRES D'UNITERRE

# «Pour notre foi, pour la dignité humaine, pour le respect de la terre, nous nous engageons pour la souveraineté alimentaire!»

Depuis toujours, Madeleine Rossier et Cécile Mettraux sont engagées à l'Action Chrétienne Agricole Romande (ACAR). Elles nous expliquent, à travers cette interview croisée, leurs vies de militantes et les raisons de leur engagement pour la souveraineté alimentaire. Elles exposent leurs points de vue sur les rôles que devraient prendre les Eglises à ce sujet.

C'est dans la cuisine de Madeleine, au 1<sup>er</sup> étage d'un petit immeuble de Favargny-le-Petit que je suis reçu. Cécile Mettraux est là. Sur la table, un four à raclette et des «cuquettes» maison. Pas de doute nous sommes en plein cœur de la campagne fribourgeoise. Les deux femmes se connaissent très bien et nombre des paysans les connaissent aussi; en tout les cas de vue. Elles sont de toutes les actions d'Uniterre. Elles ont autant vécu «la révolte des abricots» en Valais et les wagons en feu à Saxon que les grèves du lait. Aujourd'hui encore elles battent la campagne pour récolter des signatures. Humanistes de la première heure, elles sont actives toutes les deux au sein du mouvement ACAR depuis de nombreuses décennies. Elles délivrent ici les raisons de leur engagement sans faille pour la cause des paysannes et leur famille, que cela soit au Brésil ou à Favargny. Elles sont persuadées que l'Eglise doit également s'engager plus fortement au côté de La Via Campesina, dans ce combat central pour l'avenir de l'humanité. Prier c'est bien, mais passer aux actes – ensembles - c'est encore mieux.

**Madeleine, Cécile, avant de parler de votre engagement, pouvez-vous nous dire qui vous êtes et d'où venez-vous?**

**M. R. :** Je suis née en 1927 sur une petite ferme d'Avry sur Matran. J'ai sept frères et sœurs. La famille était nombreuse et mes parents n'avaient pas énormément de temps à nous consacrer. Il y avait la ferme, les animaux et la famille à gérer. Très vite j'ai appris à me débrouiller et à faire ma place.

Il n'y avait pas de travail pour tous à la ferme. De suite, après la guerre et la fin de ma scolarité, je suis partie travailler sur des fermes, notamment à Küssnacht am Rigi puis en Valais.

C'est durant ces périodes que je m'engage au sein du mouvement de la jeunesse agricole catholique (JAC), d'abord à Fribourg puis en Valais. J'y côtoie d'autres filles. J'ai juste 20 ans quand je fais la connaissance de jeunes filles françaises et suisses de la JAC. Ensemble nous ferons nos premières discussions sur la place et les rôles des paysannes dans la société. Depuis cette période, je n'ai plus lâché mon engagement pour les paysannes et pour faire évoluer l'Eglise sur ces questions.

**C. M. :** Je suis une fille de St-Mar-



Madeleine Rossier.

tin, près d'Oron. Je suis de 1942. J'ai donc moins de vécu que Madeleine. J'ai passé ma jeunesse sur une petite ferme au terrain «en côte». J'ai toujours aidé mes parents. Plus tard j'ai travaillé comme serveuse pour arrondir les fins de mois parfois difficiles. Mes parents n'étaient pas «dans le moule» de l'époque. Ma mère n'allait pas à la messe et mon père n'était pas radical ni conservateur, mais engagé dans ce qui était le PAI. Ce n'était pas le bon parti pour l'époque.

J'ai appris à lire par dessus l'épaule de mon père le journal de l'UPV (journal de l'Union des paysans valaisans, qui plus tard deviendra l'UPS puis Uniterre). J'ai donc suivi dès mon plus jeune âge les problématiques agricoles et les révoltes paysannes. Je me souviens notamment de celle de Saxon, du 7 août 1953 où les arboriculteurs valaisans avaient bouté le feu à des wagons de fruits importés alors qu'il y en avait pléthore en Suisse et que les prix baissaient drastiquement.

**M. R. :** À cette période je vivais justement en Valais. C'était ma première grosse manifestation. C'était impressionnant. C'est depuis cet événement qu'ont démarré les traditionnels feux dit «du 7 août» (et non du 1<sup>er</sup> août), comme une veille, une défiance à l'autorité, pour rappeler que les problèmes n'étaient pas complètement résolus. Une révolte qui a fait date, au même titre que la récente grève du lait.

**C. M. :** En 1965, je me marie avec Roland Mettraux, un paysan de Gillarens, avec qui j'ai trois enfants. En famille,

nous vivions ensemble avec mes beaux parents. Mon rôle de femme et de belle fille n'est pas évident. Je prends petit à petit conscience qu'il est nécessaire que les choses changent, pour nous les femmes de paysans. Dans les années septante, alors que toute la Suisse se déchire sur les initiatives Schwarzenbach, je m'engage au sein du mouvement ACAR de ma région.

**C'est donc à l'ACAR que vous vous**



Cécile Mettraux.

**rencontrez toutes les deux?**

**C. M. :** Non, pas directement. Nous nous sommes rencontrées à travers la vulgarisation destinée aux paysannes. C'était avant 1976 je crois. Nous voulions apprendre à faire du jus de pommes. J'ai contacté Madeleine pour lui faire part de nos besoins et envies de formation.

**M. R. :** Effectivement, je travaillais à la vulgarisation et à la formation agricole fribourgeoise.

À la fin des années 50, la JAC est devenue le mouvement de la Jeunesse Rurale Catholique (JRC). En tant que présidente, j'étais fortement engagée. Le mouvement était international et j'avais envie de partir en Amérique latine ou en Afrique. Mais pour cela il me fallait un métier. Après des examens, j'entre en 1959 à l'Ecole Normale Ménagère de Fribourg. Je souhaitais devenir institutrice d'école ménagère. Nous vivions en internat. C'était une formation assez stricte, de traditions religieuses et surtout catholique. Moi qui me revendiquais comme femme libre et laïque, cela n'a pas été facile tous les jours.

Les femmes de paysans de cette époque n'avaient pas de statut particulier. Elles

travaillaient beaucoup mais n'avaient pas de droits et leur travail n'était pas ou peu reconnu. Elles se trouvaient totalement démunies en cas de problèmes familiaux ou de séparation. Il fallait que cela change. Après mes études, j'ai enseigné à Bulle, à Cottens et à Murist. C'est là que j'ai rencontré Placide Robadey, le responsable de l'époque pour la formation agricole du canton. Il avait besoin d'une personne pour développer la vulgarisation ménagère. J'ai donc été engagée en 1965 par la vulgarisation pour développer la formation et la vulgarisation ménagère du canton. Il y avait un véritable engouement des femmes de paysans pour se former et obtenir un véritable statut de paysannes. Elles voulaient connaître la signification, par exemple, des unités gros bétail (UGB) et des unités de main d'œuvre. Elles voulaient comprendre ce qu'il y avait dans le «carnet d'écurie» comme on disait à l'époque. C'était fondamental pour pouvoir être reconnue et participer pleinement aux décisions stratégiques et à la gestion de l'entreprise.

À côté de mes activités profession-



Madeleine livrant un témoignage lors de la grève du lait de 2008, à Vouvry.

nelles, j'ai continué mes activités au sein du mouvement JRC. Dans ce cadre, j'ai été contactée par Thérèse Pasquier. Ensemble nous avons discuté de formation, mais surtout de la création d'un groupe d'Action Chrétienne – et non catholique - Agricole Romande dans le canton de Fribourg et dans le Jura.

**C'est donc comme cela qu'est né le mouvement ACAR ?**



## MEMBRES D'UNITERRE

**M. R. :** Exactement. C'est en 1968, juste après le II<sup>ème</sup> Concile du Vatican. Il y avait de nouvelles inspirations au sein de l'Eglise catholique. Une partie de la population voulait faire bouger les institutions religieuses et politiques. C'était le bon moment pour faire évoluer l'Eglise sur les problématiques agricoles. Avec un fort appui de Mgr Bullet, évêque auxiliaire du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg. Nous avons lancé, en 1972, un manifeste contre l'achat de terres agricoles par l'Armée. Cela a provoqué des remous au sein de l'Eglise. Les mouvements chrétiens n'étaient plus seulement des groupes de réflexion ou de prière, mais également des groupes qui menaient des actions concrètes pour engager les paroissiens et l'Eglise auprès des populations les plus fragiles ou les plus démunies.

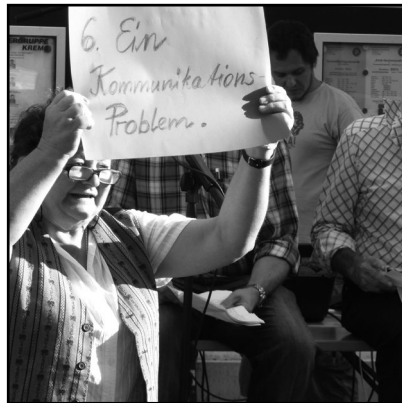
**Aujourd'hui quels sont les fondements et les activités du mouvement ACAR?**

**C. M. :** Les sources de réflexion de l'ACAR sont bien entendu la Bible, mais surtout les réalités que vivent les membres du mouvement. Nous ne nous engageons pas sur un coup de tête. Nous regardons, nous écoutons, nous jugeons de la situation et ensuite nous agissons. Principalement, nous dénonçons les injustices et proposons des solutions. Nous nous posons la question de ce que devient la femme, l'homme, la famille dans le milieu où ils vivent. Si ce milieu se dégrade, se déshumanise, alors nous agissons pour qu'il redeviennent humanisant, à la lumière de l'Évangile. Nous ne cherchons pas la performance purement

bonheur dans les foyers.

Le mouvement ACAR est organisé de manière décentralisée. Il y a des groupes dans différentes régions et cantons. L'important est d'avoir un aumônier, un capucin ou un autre représentant religieux dans le groupe. C'est important pour faire le lien avec les paroisses et la hiérarchie de l'Eglise.

**M. R. :** Aujourd'hui le mouvement ACAR est reconnu par la Corporation Ecclésiastique Cantonale (la CEC). Cela signifie que nous sommes invités à informer et à discuter avec la hiérarchie de nos activités et cela nous permet d'obtenir un petit budget pour rémunérer les personnes d'Eglise actives dans les groupes.



Cécile au forum européen sur la souveraineté alimentaire en Autriche en 2011.

**C. M. :** Le CEC c'est bien, certes. Il n'empêche que, selon moi, cela reste difficile pour les ecclésiastiques de porter les réels problèmes de la paysannerie actuelle. Je les trouve même souvent assez loin des préoccupations réelles des familles paysannes et des paroissiens en général.



quantitative, fixée sur le profit immédiat et rapide. Nous voulons être performant pour réaliser les droits fondamentaux humains. C'est pourquoi nous soutenons la revendication fondamentale de La Via Campesina, à savoir le droit des peuples à la souveraineté alimentaire. C'est le seul droit qui permet de réaliser le droit fondamental à une alimentation de qualité, synonyme de santé et de

**M. R. :** Le personnel de l'Eglise est encore trop pris dans la formation et les services religieux. Les structures sont lourdes et ne permettent pas d'être réellement à l'écoute des plus fragiles. L'Eglise doit devenir populaire et ouverte. Elle doit pouvoir participer aux débats de société, au changement. Prier ne suffit pas, il est nécessaire d'écouter, de synthétiser, d'argumenter et agir par

des actions concrètes. Pourquoi est-ce que l'Eglise n'a pas réagi officiellement quand le prix du lait a été divisé par deux et que les paysans de toute l'Europe étaient en grève? Trouve-t-elle normal que trois fermes par jour stoppent leurs activités en Suisse, et bien plus dans le monde? L'Eglise est trop passive. Aujourd'hui, elle devrait soutenir pleinement l'initiative populaire pour la souveraineté alimentaire. Elle doit se rendre compte que si ce n'est pas dans les pays dits «développés» et démocratiques que cela change, les pays moins développés ne pourront jamais changer leurs politiques agricoles et alimentaires. C'est nous, pays riches, qui imposons nos politiques et nos systèmes à l'ensemble. C'est donc à nous de les modifier en premier. Il ne sert à rien de dire que la souveraineté alimentaire ce n'est bon que pour les pays du Sud. C'est se voiler la face et méconnaître les réalités des enjeux alimentaires et agricoles locaux et mondiaux.

**Quels sont les défis de demain pour le mouvement ACAR?**

Nous avons certainement un déficit de communication auprès des jeunes. Pour qu'un mouvement reste actif et dynamique il faut de nouvelles personnes. Nous devons sans doute renforcer notre présence sur Internet et pourquoi pas auprès des centres de formation agricole. Il faudra peut-être aussi que l'on intègre la question agricole dans une communication plus large sur l'alimentation et les politiques alimentaires en général. Cela permettrait d'élargir la base de notre mouvement car l'alimentation préoccupe tout le monde. Dans l'immédiat, nous allons organiser la récolte de signatures et nous espérons renforcer les liens avec les membres d'Uniterre pour faire des activités communes en ce sens. Nous allons également continuer notre travail auprès du pouvoir ecclésiastique pour faire évoluer les choses. Nous y croyons.

Nicolas Bezençon

### L'ACAR toujours prête à débattre de la Souveraineté alimentaire

L'ACAR organise régulièrement des discussions autour de la souveraineté alimentaire. C'était le cas en 2012 à Belfaux sur le thème «Le droit à l'alimentation passe par la souveraineté alimentaire». Extraits des interventions.

«La souveraineté alimentaire est le remède aux crises socio-économiques provoquées par le pouvoir de l'argent, la spéculation financière, les conflits armés, l'accaparement des terres et le contrôle des semences par les firmes internationales», selon Cécile Mettraux.

Selon Max Fragnière: «Aujourd'hui, on signe des accords internationaux sur les produits agricoles et on ne tient pas compte de nos producteurs nationaux. Nous déplorons, de nos jours, beaucoup d'accidents, de maladies, de dépressions et même de divorces dans les familles paysannes à cause des difficultés qu'entraînent ces accords, qui ne tiennent pas compte de la réalité des agriculteurs. Avec la souveraineté alimentaire, le consommateur est sûr de ce qu'il mange et peut suivre la chaîne de production. C'est aussi une manière d'éviter la mainmise scandaleuse des multinationales sur les semences».

Les membres de l'Assemblée ont alors déclaré:

«Inscrire ce droit dans les Constitutions nationales est un atout indéniable pour les producteurs ainsi que pour les consommateurs en Suisse comme dans le monde. La Suisse peut ainsi donner l'exemple et être pionnière de la souveraineté alimentaire. Ce qui peut faire évoluer la situation dans beaucoup de pays».

Paru sous le titre: «Les remèdes de l'ACAR contre la faim», par Elom Agbenouvon, APIC

Pour en savoir plus sur le mouvement ACAR, obtenir les documents de position, organiser des actions communes de récolte de signatures et pour venir renforcer le mouvement :

Secrétariat ACAR  
Madeleine Rossier  
Route de Fribourg 83  
1726 Farvagny-le-Petit  
00 41 26 411 21 07  
madeleine.rossier@bluewin.ch  
Cécile Mettraux, animatrice  
Route de Chapelle 7  
1673 Gillarens

La ligne nature

**Metrabol**

BOLUS naturel après-vélage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**

TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Parabol**

en cas de cellules  
somatiques

LGC SA

ONLINE SHOP 1627 Vaulruz  
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84



VIE D'UNITERRE

# Cultivons des courges ensemble

Cette action a débuté le 15 avril 2014 par la distribution à la population genevoise de graines de courge lors de la journée des luttes paysannes. Le semis, la plantation, l'entretien et la récolte se sont succédés avec des moments de rencontres. Début octobre, la section genevoise a eu le plaisir de distribuer et de partager la récolte de cette action de culture participative et collective.

La section genevoise n'a certes pas encore réalisé le plus grand tas de courges du monde, mais a initié un mouvement qu'elle désire voir s'élargir pour pouvoir voir demain la Plaine de Plainpalais couverte de courges.



En avril, la population se sert de graines.

Par cette action elle souhaite défendre le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire. Elle souhaite que les habitant-e-s deviennent acteurs et actrices de la démocratie alimentaire qui part des villages, des municipalités, des villes et des régions. Elle se construit conformément aux souhaits, aux besoins et aux idées de leurs habitant-e-s, à l'échelle locale, d'abord autour du renforcement des capacités des petits agriculteurs et la priorité doit être de promouvoir les circuits courts.

Des nouvelles innovations sociales aux quatre coins du monde, telle que l'agriculture contractuelle de proximité,

prouvent qu'il est possible de rétablir le lien entre les consommateurs urbains et les producteurs alimentaires locaux, tout en diminuant la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire et de mettre en œuvre la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Le semis, la plantation et la récolte collective de magnifiques courges a pour but de montrer l'engagement des citoyen-e-s et des paysans et paysannes dans un esprit de prise en charge commun et de partage d'une culture nourricière, du plaisir et de l'abondance symbolisé par la courge.



Arrosage lors du semis au Champ des filles.

Pour ne pas laisser l'agro-industrie et les supermarchés dicter les choix alimentaires il faut déterminer ensemble ce que nous voulons voir dans nos champs et dans nos assiettes!

Par ailleurs, la section genevoise appelle toutes les personnes et organisations à s'engager pour que sur le plan politique, l'initiative fédérale pour appliquer la souveraineté alimentaire en Suisse puisse provoquer une large discussion et amorcer le changement de cap nécessaire contre l'industrialisation de notre alimentation.

Uniterre Genève prend d'ores et déjà rendez-vous pour l'année prochaine et lance un appel à toutes les personnes, organisations, écoles, parcs communaux, mairies ou autres lieux se prêtant à la culture en commun des courges à rejoindre la liste des jardins qui ont initié cette action.

Section Genève



Une partie des courges le 2 octobre.

## Swissness crédible ou dilué?

Uniterre a toujours été favorable à la reconnaissance du savoir-faire suisse et à une protection des produits, tels que les AOP et IGP. Notre organisation a toujours estimé que le marché indigène méritait d'être mieux exploité qu'il ne l'est actuellement. Lors des réflexions autour de la stratégie qualité, nous avons insisté pour que les mesures d'appui et de promotion de la production suisse auprès du marché indigène soient renforcées. Si nous ne sommes pas opposés à la promotion à l'étranger, nous estimons que c'est bien sur le marché indigène que les paysans suisses peuvent réaliser la meilleure valeur ajoutée. Sachant que certains marchés étaient inexploités (par exemple la restauration collective, pour ne citer que celle-ci), nous avons oeuvré en ce sens.

Nous estimons qu'une identification des produits suisses va dans le bon sens. Par contre nous sommes préoccupés par la multitude d'exceptions présentées dans le projet de consultation. Il ne faudrait absolument pas diluer le Swissness dans le but de faire plaisir au

plus grand nombre. Un signe distinctif, une marque, un label met du temps à être connu et reconnu. Mais il a vite fait de s'effondrer si les consommateurs perdent confiance. Nous relevons ainsi que le projet proposé ne contient pas moins de 5 exceptions à la règle du 80% du poids des matières premières! La plus absurde des exceptions est celle qui concerne les produits naturels qui ne peuvent être produits en Suisse sur la base d'exigences techniques. Ainsi, les boîtes de tomates pourraient arborer la croix suisse puisque nous ne cultivons pas les variétés adaptées à cette denrée! Idem pour la proposition que l'eau de source soit utilisée dans le calcul du poids de la matière première! Ainsi un jus de poire avec des fruits hongrois pourrait être suisse!

Par soucis de transparence, nous estimons que les matières premières importées devraient être dûment signalées dans la liste des ingrédients figurant sur l'étiquette.

Suite à l'introduction du principe du «Cassis de Dijon» et de la clause de non discrimination, il est possible (encore maintenant) de produire en

Suisse selon des normes étrangères qui ne correspondent pas au droit suisse. Apposer une croix suisse sur ces produits qui ne correspondent pas aux normes suisses serait trompeur pour les consommateurs.

Nous estimons que le Swissness devrait entrer en vigueur au plus vite, les délais transitoires sont parfaitement superflus dans ce dossier. Aujourd'hui déjà, l'indication «Suisse» est utilisée sans base légale par les industriels.

Finalement, il s'agit de clarifier la question des contrôles qui n'est une fois de plus pas suffisamment explicite. Comme d'autres organisations, nous demandons depuis plus de 10 ans la mise en place d'un organisme de contrôle et de répression des fraudes dans le domaine alimentaire tel que définit dans la loi sur l'agriculture.

Uniterre prône un Swissness crédible qui puisse tenir la route sous le long terme et ne soit pas, dès sa création, mis en doute par les consommateurs parce qu'il aura péché par trop de largesses.

Valentina Hemmeler Maïga

## Cassis de Dijon-touche pas à mon alimentation

Fin août, Uniterre a pris position sur la consultation concernant l'initiative parlementaire proposant d'exclure les denrées alimentaires du Cassis de Dijon

Dès 2007, Uniterre a relevé les conséquences négatives que pouvait entraîner une telle loi. Nous n'avons jamais changé de position. Nous regrettons qu'il ait fallu près de 10 ans pour que certaines organisations paysannes et de consommateurs, certains partis politiques et l'administration se rendent compte des méfaits d'une telle législation.

Nos réserves de l'époque se sont confirmées:

- Aucune baisse notable des prix à la consommation.
- Augmentation de la pression sur les prix indigènes par la mise en concurrence des produits suisses par des produits de moindre qualité provenant de pays lointains (sirop, jus, jambon, ...).
- Tromperie du consommateur en autorisant les producteurs suisses à produire en Suisse selon les normes européennes.
- Réduction du niveau d'information des consommateurs.
- Problématique de l'autorisation de portée générale de l'OFSP qui permet à des produits similaires de ne pas réitérer la demande d'autorisation et ouvre la voie à un manque notable de traçabilité.

Il est temps d'extraire les denrées alimentaires de cette loi absurde.

VHM

## Revenus en hausse-vraiment?

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), le revenu net des entreprises agricoles a progressé de 12% en 2014. Les bonnes récoltes de fruits et l'augmentation de vente de lait seraient à l'origine de cette évolution.

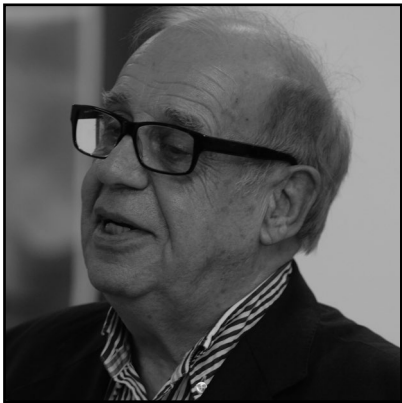
Uniterre est surpris à plusieurs titres. Tout d'abord pourquoi sortir des statistiques alors qu'une part des récoltes n'est pas encore engrangée? Comment se fait-il qu'elles soient publiées alors que parallèlement, des baisses du prix moyen du lait de 3 à 4 cts sont annoncées voire déjà effectives (le prix B a baissé de 11 cts et le prix C de 16 cts en raison des augmentations de production au niveau mondial)? Que le prix des porcs gras a baissé de 25% en 2014 et celui des gorettes de 50%? Que si les quantités de céréales ont été relativement importantes, la qualité moyenne pourrait amener à une baisse du prix.

Ainsi nous serions plus que surpris que les bonnes nouvelles annoncées par l'OFS se confirment en fin d'année, lorsqu'il aura été possible de faire un décompte réaliste. Alors, quel est l'objectif d'une telle publication? VHM



INITIATIVE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

# Nous soutenons!



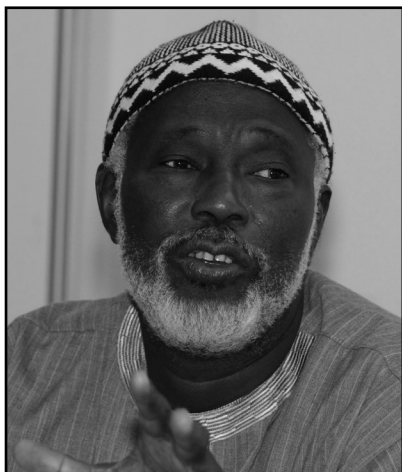
«J'ai vu sur le terrain, de la Mongolie jusqu'au Brésil la nécessité absolue d'un changement radical de politique agricole. Ce texte d'initiative est magnifique; la souveraineté alimentaire doit être un principe primordial! Les paysans sont reconnus dans leur rôle social essentiel. La solidarité internationale est l'autre dimension».

Jean Ziegler, Vice Président du Comité consultatif du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU



«Produire son alimentation, préserver ses semences autochtones et protéger son marché contre les dérives du commerce international est un droit qui ne doit pas se négocier. L'autonomie paysanne est la garantie pour un pays, une nation, de pouvoir produire son alimentation quoi qu'il advienne car le besoin de se nourrir est ce qui demeure quand un pays perd le reste».

Président de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOF), vice-président du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), et Ambassadeur pour l'Afrique de l'année internationale de la famille paysanne.



«On est ce qu'on mange». En interpellant le peuple pour se prononcer sur les systèmes de production conformes à la Suisse d'aujourd'hui et de demain, les paysans engagent la responsabilité nationale à faire des choix. Je suis avec vous pour défendre la souveraineté alimentaire, première souveraineté de l'indépendance politique durable».

Mamadou Cissokho, Président d'honneur du Roppa (réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest) et du CNCR-Sénégal, exploitant agro-pastoral familial.



«Tu es ce que tu manges», c'est central! Regardons seulement avec quoi nous nous sommes nourris aujourd'hui et ce que cela a eu comme impact pour nous et dans le reste du monde. Le concept de souveraineté alimentaire redonne de la valeur et de la reconnaissance à notre alimentation».

Florian Buchwalder, Président de la section Nord ouest d'Uniterre

# Des récoltes fructueuses

Dans le canton de Vaud, l'autre syndicat, membre également de La Via Campesina se mobilise depuis le 1<sup>er</sup> octobre pour récolter des signatures. Interview avec Yannick Arnold qui a coordonné les stands.

**Yannick, comment se passe globalement la récolte de signatures?**

Très bien en fait. L'initiative est très bien accueillie par les habitant-e-s de Nyon et Lausanne où nous avons déjà organisé 5 stands le mercredi et samedi. En fait, beaucoup de gens en ont entendu parler et viennent spontanément vers nous car nous avons des grandes pancartes «Initiative souveraineté alimentaire-Signez ici».

ou les salaires ou revenus. D'autres posent la question de savoir si l'initiative ne vient pas trop tard, si l'agriculture n'est pas déjà condamnée.

**Aurais-tu des suggestions?**

J'encourage les gens qui n'ont pas encore l'habitude de récolter des signatures de venir sur notre stand une ou deux fois. Cela permet de vaincre la première appréhension et de réaliser



Sur le stand, ce qui est très intéressant c'est que nous avons des personnes qui récoltent des signatures pour diverses raisons. Certains sont sensibles surtout à la problématique des conditions sociales comme nous, d'autres à l'environnement ou aux semences, d'autres encore à l'agriculture de proximité. Ainsi nous nous formons les uns les autres sur des thèmes que nous maîtrisons moins. C'est assez passionnant comme dynamique.

**Combien de signatures ont été récoltées sur vos stands?**

Pour le moment, nous en sommes à 740 signatures. Si nous étions un peu plus nombreux à chaque fois, nous pourrions organiser des équipes volantes qui pourraient se balader sur la place ou dans les rues adjacentes et améliorer le score. C'est la prochaine étape. Pour le moment, comme c'est le début de la campagne, les gens viennent à nous, après il faudra aller à leur rencontre.

que pour finir ce n'est pas si compliqué que cela. Nous organisons des stands à la place St Laurent à Lausanne les 8, 15 et 22 novembre, alors avis aux amateurs.

Par ailleurs, côté pratique, il faut rappeler qu'une signature fautive est annulée, mais pas la feuille entière. Donc ce n'est pas dramatique. Et il ne faut pas que les personnes qui signent aient peur dans le doute de signer une deuxième fois; au pire, le second paragraphe sera annulé lors du contrôle.

Valentina Hemmeler Maïga



## UN SITE, TOUTES LES INFOS

[WWW.SOUVERAINETE-ALIMENTAIRE.CH](http://WWW.SOUVERAINETE-ALIMENTAIRE.CH)

- Le texte d'initiative
- Le comité d'initiative
- La cinquantaine d'organisation qui soutiennent
- L'argumentaire
- Les photos
- ...

**Pourquoi les gens signent?**

Les intérêts sont très variés, c'est un peu comme les personnes présentes sur le stand. Si je parle de ma propre expérience, beaucoup de citoyen-ne-s sont choqué-e-s par les conditions de travail. Que ce soit les heures effectuées

LAIT

# Qui représente les intérêts des producteurs de lait?

**Ce qui était prévisible vient de se réaliser: le prix du lait dégringole en Suisse. Et rapidement, avec ça! Chez les fournisseurs directs de Emmi, le prix du lait B a déjà chuté jusqu'à 44,5 centimes en octobre, et le lait C à 20,8 centimes!**

Ce ne serait pas si grave, si les producteurs pouvaient choisir de livrer du lait C ou y renoncer. Mais ils n'ont pas le choix, puisqu'ils devaient décider au printemps s'ils voulaient livrer du lait C toute l'année. À ce moment-là, le prix du lait C était à 50 centimes. Du lait à 20 centimes, c'est ruineux pour les paysans. Rien que les coûts du fourrage se situent déjà entre 25 et 30 centimes par litre! S'ils avaient eu le choix de livrer du lait C au début du mois, ils y auraient certainement renoncé. La segmentation aurait alors eu l'effet prévu, soit, la gestion de la quantité. Mais dans les faits, rien ne fonctionne.

Kurt Nüesch, directeur de la FPSL assène: «Nous ne pouvons ni localiser, ni quantifier la surproduction». Et encore: «Si le prix du lait C se situe 20 centimes en dessous du lait B et que personne n'est obligé de livrer du lait C, alors tout ce lait part en segment B ou A, avec pour conséquence qu'il y

a trop de matière grasse sur le marché indigène».

Entre temps, les acheteurs de lait ont déjà créé toute une palette de segments: il y a du lait B1, B2, B+, C1 et C2 à tous les prix possibles et imaginables. La transparence est impossible. Ce qui montre clairement que la segmentation n'est pas mise en œuvre dans l'intérêt des producteurs. «Les producteurs de lait veulent produire en fonction du marché, c'est-à-dire qu'ils veulent produire autant de lait qui peut être écoulé sur le marché à des prix corrects», constate Martin Haab, président de BIG-M. «Si nous continuons à surproduire en ignorant la situation sur le marché, nous allons perdre le soutien de la population, que ce soit de notre faute ou non».

Le système de la segmentation tel qu'appliqué par les transformateurs de lait est la raison principale du désastre actuel. Du coup, notre association faîtière, la FPSL, devrait intervenir en force. Mais elle ne fait rien. Les propos de

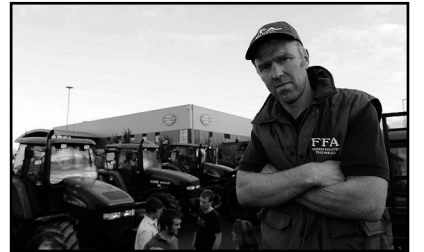
Nüesch en disent long: «Nous devons abandonner l'idée que la segmentation puisse servir comme un instrument adapté et pratique pour la gestion de l'offre». C'est une capitulation face au marché laitier. Dès lors, il est évident par qui le nouveau comité de la FPSL est dirigé. Il ne s'agit plus de représenter les intérêts des producteurs, les commerçants laitiers passent en premier.

Soyons clairs: BIG-M ne critique pas le travail des commerçants laitiers. Nous autres producteurs de lait dépendons de leur travail. Mais leurs intérêts ne sont pas les mêmes que les nôtres. Il est donc nécessaire que notre association faîtière, la FPSL, soit réservée aux producteurs de lait. La place des commerçants est par exemple dans la nouvelle Lactofama; ils peuvent y réaliser les intérêts qu'ils ont en commun avec les producteurs, s'ils le souhaitent. Mais ils n'ont pas leur place dans la FPSL!

Salutations combattives,

BIG-M

**En Grande-Bretagne, les producteurs laitiers protestent**



Comme l'organisation des éleveurs Farmers for Action (FFA) le fait savoir dans son dernier communiqué de presse, les manifestations devant les portes des supermarchés de Grande-Bretagne se poursuivent. Près d'une centaine d'éleveurs ont manifesté à la fin de la semaine dernière devant une filiale de l'enseigne Asda-Walmart.

Lors de cette action, les clients qui quittaient le supermarché se sont vus remettre un dépliant leur demandant d'effectuer à l'avenir leurs courses dans leurs magasins locaux en attendant que l'enseigne Asda-Walmart réponde aux revendications des producteurs laitiers.



Ces revendications réclament que tous les produits laitiers directement ou indirectement achetés par Asda-Walmart soient payés dans un premier temps au prix minimum de 30 centimes par litre de lait, marge en plus et dans un second temps au prix de 40 centimes, marge en plus. Des producteurs venant d'élevage de bovins, d'ovins et de porcs ont, par leur présence, apportés leur soutien à cette manifestation.

EMB

EMB

## L'écart entre coûts et prix se creuse

Les nouveaux résultats de l'étude sur le coût de la production laitière réalisée par le Büro für Agrarsoziologie & Landwirtschaft, BAL, révèlent des coûts de production du lait en Allemagne de 45,95 ct/kg en avril 2014 (prix du lait avec 4,0% de MG et 3,4% de protéine). Pendant ce temps, le prix payé aux producteurs est tombé à 40,60 centimes cet été. Les producteurs se voient ainsi confrontés à une sous-couverture des coûts de plus de 5 centimes.

Ladite étude, lancée conjointement par l'European Milk Board (EMB) et le MEG Milch Board auprès du BAL, montre également les coûts de production selon différentes régions. Le coût de la production laitière dans la région du Sud de l'Allemagne (Sarre, Bavière, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat, Hesse) s'élevait à 51,06 ct/kg. Dans la région de l'Est (Thuringe, Saxe, Saxe-Anhalt, Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale) les résultats de l'étude affichent un coût de 43,52 ct/kg. Dans la région du Nord (Rhénanie du Nord-Westphalie, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein), les coûts de production s'élevaient à 40,95 centimes par kilo de lait au mois d'avril.

Le rapport prix-coût calculé par le MEG Milch Board pour l'Allemagne révèle qu'en moyenne les prix ne cou-

vraient les coûts de production qu'à 88 pourcent, ce qui correspond à un déficit de 12%.

Selon Romuald Schaber, Président de l'EMB, l'écart croissant entre les coûts et le prix du lait ne représente pas un phénomène à court terme: «Les producteurs ont déjà dû faire face à cette situation pesante depuis très longtemps. Et malheureusement nous nous attendons à ce que la situation s'aggrave encore davantage».

«L'UE a besoin de mesures de crise efficaces, afin de maintenir la production laitière à un niveau suffisant», ajoute Romuald Schaber. «La situation dans l'UE est déjà critique d'une manière générale, mais la pression est d'autant plus grande actuellement, dû à l'embargo alimentaire russe», explique-t-il quant aux problèmes existants sur le marché laitier. Selon lui, la mise en place d'une agence de surveillance européenne est nécessaire. Celle-ci pourrait réguler l'offre de lait de façon à permettre un prix du lait couvrant les coûts de production. «Sans l'intervention d'une telle agence, il ne sera pas possible de réagir à chaque situation de façon adéquate».

L'étude sur les coûts de production fournit un calcul du coût de la production laitière en l'Allemagne. Cette étude se

base sur les données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) de la Commission européenne, qui sont actualisées à l'aide des indices des prix des moyens de production agricoles (tels que le fourrage, les engrais, les semences et l'énergie) de l'Office fédéral allemand de la statistique. Elle a également recours à un paramètre des revenus qui permet de calculer la charge de travail du gérant de l'exploitation et des membres de sa famille.

### Perspectives de prix inquiétantes en Europe

Pays	Prix du lait (octobre)	Perspectives
Allemagne	35-37 cent (4.2% MG et 3.4% protéines)	32 cent d'ici décembre
Belgique	32 cent (3.8% MG et 33.5% protéines)	Une laiterie annonce 25 cent dès janvier 2015
Hollande	37 cent (4.41% MG et 3.47% protéines et 4.51 lactose)	-
Italie	36-38 cent	pas de changement avant la fin de l'année
Irlande	33 cent	pessimistes, prix du beurre en dessous de 28 cent
Danemark	34 cent	30 cent jusque décembre
France	33-34 cent	31 cent jusque décembre



FEMMES

# Maria Mies: Le village et le monde (partie 1/4)

Au sein de la commission paysannes/femmes d'Uniterre, nous avons lu le livre «Das Dorf und die Welt» de Maria Mies<sup>1</sup>. Le 7 octobre, six femmes (dont 5 paysannes et une non paysanne) se sont rencontrées à Olten pour discuter des sujets qui nous paraissaient les plus intéressants. Beaucoup de passages dans ce livre confirment mon espoir que la souveraineté alimentaire soit réalisable en Suisse et ailleurs dans le monde. La condition sine qua non c'est qu'un nombre suffisant de personnes comprennent que le pouvoir des multinationales n'est pas de droit divin; il peut être érodé par des initiatives, des mouvements populaires, la résistance de la base. Maria Mies a rédigé sa biographie comme un historique contemporain. Son récit passionnant et intime décrit sa jeunesse, ses expériences à l'étranger, ses études, ses recherches et sa coopération avec divers mouvements. Dans l'avant-propos, elle écrit : «L'historiographie objective n'existe pas: nous écrivons l'histoire tout en contribuant à sa création».

## Un autre monde est possible

Margret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, était la première en Europe à introduire une politique néolibérale. On lui attribue le slogan: «There is no alternative» (TINA). Ce slogan caractérise la doctrine des puissances actuelles, établissant que la mondialisation, la libéralisation, la privatisation et le libre marché sont les seuls moyens pour atteindre croissance, emplois et prospérité. Mais malgré l'énorme machine à propagande pour TINA, il y avait des manifestations contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) à peu près partout dans le monde.

En Allemagne, Maria Mies participait à ce mouvement. À l'époque, comme actuellement pour le TTIP et TISA, les négociations se déroulaient en secret, derrière les portes fermées de l'OCDE à Paris. Finalement, l'accord a échoué, notamment à cause de la forte résistance au Canada, aux États-Unis et en France. Toutefois, le sujet restait d'actualité. La prochaine étape était le GATT et ensuite la fondation de l'OMC. Les multinationales poursuivent leurs objectifs sans relâche. À ce propos, Maria Mies écrit dans son livre: «Au fond, la vision du capitalisme mondialisé [et globalisé] repose sur la pensée qu'il n'y a plus de visions et qu'il faut – de façon pragmatique – se soumettre aux contraintes données comme on le fait avec la pesanteur».

## Mondialisation et violence contre les femmes

À l'université<sup>2</sup>, Maria Mies propageait toujours une recherche «avec» et non pas «sur» les personnes ou les sujets traités. Dans cet esprit, elle a fait un voyage à Chienmay (Thaïlande) avec des étudiantes et un groupe de l'organisation «Women for Women», pour visiter une famille paysanne, dont la fille était morte brûlée dans un incendie à Phuket. Elle était enchaînée avec d'autres prostituées et ne pouvait s'enfuir. On suspectait la famille d'avoir vendu la fille pour rembourser un crédit. Ce que le groupe découvrit les a marqués pour toujours: «Toute la région avait été détruite par le marché agricole mondial. Les exploitations agricoles de subsistance étaient obligées de cultiver le tapioca [à base

de manioc] pour leurs propres besoins, le marché local et pour l'exportation. Le tapioca était transformé par les grandes entreprises en fourrages pour animaux, notamment pour les porcs. Il était fondamental pour l'expansion de l'élevage porcin et de l'industrie de la viande en Europe, y compris l'Allemagne. En Thaïlande, les petits paysans s'endettaient (ndlr.: il fallait acheter semences, engrais, phytosanitaires, etc.), ils devaient vendre leurs fermes et/ou vendre leurs filles à la prostitution forcée à Bangkok et dans les paradis touristiques dans le sud du pays, au service des hommes européens et nord-américains. La prostitution était donc la dernière étape de ce que le gouvernement, l'ONU et la Banque mondiale appellent le développement».

## Chaque religion demande des sacrifices

Les résultats de la mondialisation sont clairement visibles. Même les organisations de l'ONU et la Banque mondiale avouent aujourd'hui que le fossé entre riches et pauvres s'est largement creusé. Les personnes vivant dans les pays du Sud sont particulièrement menacées, de mort. Leurs ressources fondamentales, notamment les terres et l'eau, leurs sont enlevées par les transnationales qui s'établissent et se servent sans scrupules. Parallèlement, les exportations de surplus aux prix de dumping provenant des États-Unis et de l'Europe enlèvent à ces pays et particulièrement aux familles paysannes les bases de subsistance.

Lors de notre rencontre, une paysanne qui avait travaillé pour la FAO a fait remarquer qu'un pays africain a renoncé aux livraisons de biens d'entraide en provenance des USA, parce qu'on suspectait une contamination aux OGM. Malgré la famine, ce pays ne voulait pas contaminer ses terres avec du maïs génétiquement modifié. Le pays donateur a jugé que ce refus était de l'ingratitude. Cet exemple montre qu'il ne s'agit pas seulement du droit à l'alimentation. Les Africaines et Africains ont décidé qu'ils voulaient avoir un droit de regard sur la provenance et le mode de production de leur alimentation.

Pour plus de renseignements : <http://www.gen-ethisches-netzwerk.de/politik-des-hungers-im-suedlichen-afrika> (en allemand).



Assemblée des femmes lors de la Conférence internationale de La Via Campesina à Djakarta en 2013.

## Localiser, au lieu de mondialiser

«Un autre monde est possible», c'était le slogan du 1<sup>er</sup> Forum social mondial à Porto Alegre en 2001. La Via Campesina formulait le slogan: «Globaliser la lutte pour globaliser l'espoir!» Marie Mies: «Ce qui m'a donné espoir durant toutes ces années de lutte contre la puissance des multinationales, c'était de savoir qu'à l'échelle mondiale, les personnes demandent à récupérer le contrôle sur leurs conditions de vie immédiates. Ils n'acceptent plus que ce soient les cadres d'une quelconque transnationale dans des pays lointains ou d'inconnus bureaucrates à Bruxelles ou à Genève qui décident, au nom d'accords mondiaux, de leur nourriture, de leur eau, de l'air qu'ils respirent, de leurs assurances maladies, de leurs écoles et de leur environnement, de leurs systèmes de transport et de plein d'autres aspects de leur quotidien».

## Et nous? Nous soutenons l'initiative pour la souveraineté alimentaire

A nous aussi, on nous inculque encore et encore la nécessité absolue de la mondialisation. C'est faux! Nous pouvons et nous voulons nous défendre. Cette lutte peut se dérouler à toutes les échelles. Les grandes conférences et les manifestations sont aussi importantes que les initiatives locales. L'autre jour, une paysanne me parlait par exemple de son rôle dans la commission scolaire et le conseil communal de son petit

village. Elle s'engage avec succès pour le maintien de l'école dans leurs montagnes. Au niveau de la commune, il faut également s'occuper des routes, de la poste et de l'eau. Il faut maintenir ces structures importantes. Et nous nous réjouissons à chaque fois qu'une femme prend la parole, car nos opinions sont importantes.

Ulrike Minkner

<sup>1</sup>Maria Mies, Das Dorf und die Welt: Lebensgeschichten – Zeitgeschichten, Köln, PapyRossa, 2008. Le livre n'est pas édité en français, le titre et les citations ont été traduits pour cet article seulement (NdT).

<sup>2</sup>Maria Mies, sociologue, est professeure émérite à l'Université des sciences appliquées de Cologne.

Nos rencontres sont ouvertes à toutes les femmes. Prochaine rencontre: 19.1.2015, 12 h, restaurant Bioland, Olten.  
Contact Ulrike Minkner: [u.minkner@uniterre.ch](mailto:u.minkner@uniterre.ch) (de/fr)

**Cet espace aurait pu être pour vous!**

**Placez une publicité dans le journal d'Uniterre**

**Renseignez-vous!**

LETTRES DE LECTEURS

# Un mensonge de saison

Dans ses publicités souvent insidieuses, l'industrie alimentaire distille parfois des drôles de vérités. Penchons-nous un instant sur une tromperie fort répandue: l'utilisation abusive du terme « de saison »...

L'été genevois durerait-il neuf mois pas année? C'est ce qu'on pourrait croire en regardant le nombre de produits maraîchers plus ou moins «régionaux» que l'on trouve les trois quarts de l'année sur les étals des supermarchés. A voir les slogans publicitaires qui nous envahissent, ces derniers adorent les agriculteurs de la région (laquelle?), mais ces pubs ne disent pas tout. Pour les producteurs industriels, un fruit ou un légume est «de saison» quand ils peuvent le livrer aux supermarchés, ce qui permet à ces derniers d'afficher, par exemple, des «tomates de saison» en avril! Des tomates évidemment cultivées dans des serres (en verre, chauffées et hors-sol), ce qui n'a rien à voir avec une agriculture naturelle qui respecte le rythme des saisons.

Ils sont confortés par l'Ofag (Office fédéral de l'agriculture), qui affirme que «les produits sont de saison quand ils arrivent 'tout frais récoltés' sur le marché». Questionné à ce propos, le chimiste cantonal n'y trouve rien à redire. Il n'entend pas aller contre les lois du marché, aussi peu naturelles soient-elles: «Le terme est subjectif, aucune définition légale ne le précise», se borne-t-il à dire.

Pourtant, de nombreux spécialistes de l'alimentation interrogés pensent le contraire.

## Des saisons naturelles

Auteur de divers ouvrages sur l'ali-

mentation, René Longet estime que «seuls des produits cultivés en pleine terre de manière naturelle peuvent être considérés de saison». La plupart des spécialistes abondent dans le même sens: «Les produits de saison sont évidemment ceux qui poussent selon les saisons; il ne peut s'agir de produits cultivés sous serre chauffée», affirme Astrid Matute, diététicienne. Qui en profite pour ajouter: «Les produits réellement de saison sont certainement plus riches en vitamines, minéraux et autres substances nutritives. Et ils ont meilleur goût!».

Autre avantage fréquemment souligné, une alimentation qui respecte les saisons lui permet d'être variée. «L'organisme humain est sensible au rythme des saisons; il est donc mieux nourri avec des produits qui poussent en accord avec la nature», explique notamment le nutritionniste Patrick Leconte.

## Des tableaux hors-saison

Une saine alimentation passe donc certainement par la consommation de produits réellement de saison. Mais comme l'expression n'est pas protégée, le consommateur averti ne peut pas se fier au terme «de saison», qui peut être affiché dans nos supermarchés à n'importe quel moment de l'année. Et même les produits labellisés bio ne respectent pas forcément le rythme des saisons. Migros, par exemple, qui entend «respecter strictement les directives imposées aux

articles bio», déclare notamment «se baser sur divers principes», dont «une production en harmonie avec les cycles de la nature». Mais cela ne l'empêche pas de vendre des tomates dès le mois d'avril! Le tableau des saisons affiché par les grandes chaînes de l'alimentation comme des industriels de l'agriculture trahit d'ailleurs un usage qui ne respecte guère le rythme naturel des saisons.

## Du bon sens

Pour être sûr qu'un produit déclaré de saison l'est réellement, on ne peut donc pas se fier à la législation, ni à un label bio et encore moins aux usages des supermarchés ou aux tableaux de saison édités par les industriels de l'agriculture. Seule une bonne information et une dose de bon sens permettent de comprendre ce qu'il en est vraiment.

Du bon sens, c'est ce que l'agriculture contractuelle de proximité (ACP) désire garder. Nous voulons respecter le sens des mots et ne pas entourlouper les gens avec des formules trompeuses. Nous ne cultivons pas nos produits sur un écran publicitaire, mais en pleine terre, dans le respect de la nature et de ses rythmes. Participer à des ACP, c'est aussi soutenir cette approche naturelle de l'agriculture. Et lutter contre les publicités fallacieuses d'économistes qui ont, sous bien des aspects, perdu la tête.

Alain Dupraz, Genève

## AGENDA

6 novembre, 20h00:

Film: «Tous au Larzac»

Maison de quartier sous-gare Lausanne, av Dapples 50

Discussion sur l'initiative souveraineté alimentaire

Org. Jardins d'Ouchy

## Récoltes de signatures!

Tout le temps, partout, par tous les temps:

www.souverainete-alimentaire.ch

=>Salon des Goûts et terroirs,

Bulle du 28 au 2 novembre

=>Lausanne, St Laurant, 8, 15,

22 novembre

=>Renens, pl du Marché 8 nov

matin.

## Brunch branché,

2 novembre

Maison de quartier de Carouge (GE); thème: sucre de canne et betterave sucrière

Org. Mouvement populaire des familles. www.mpf-ch.org

## Marché de Slow Food

14-16 novembre, Zurich

www.uniterre.ch => agenda

## NEWSLETTER

Vous ne recevez pas encore la newsletter d'Uniterre?

www.uniterre.ch

Inscription dans la colonne de gauche, cadre jaune!

## LETTRE OUVERTE À M. SCHNEIDER AMMANN

Monsieur le Conseiller fédéral,

Vous prononcez de grands discours en faveur de l'agriculture familiale, mais dans les faits, vous mettez tout en œuvre pour que notre agriculture s'industrialise au maximum et dans les plus brefs délais. Voilà l'hypocrisie de la situation actuelle!

De ce fait, je sais pertinemment que pour vous, nous agriculteurs ne sommes que des pions dont chaque

année un certain pourcentage doit disparaître. En même temps, les grattes-papiers qui parasitent le budget de l'agriculture pullulent. C'est ça qui dérange profondément et ne va pas!

S'il faut faire des économies au sein du budget agricole, j'insiste que maintenant, c'est les grattes-papiers qu'il faut viser et non pas les producteurs que, par le passé, vous avez déjà suffisamment saignés, ceci sous le prétexte d'une «modernisation», pourtant gourmande en ressources et en énergie et, par là, tout sauf durable.

Puisque tout citoyen est censé être égal face à la loi, je propose d'établir enfin

cette équité dans le secteur agricole, que les règles appliquées soient donc les mêmes pour toutes et tous qui profitent du budget de l'agriculture.

Ainsi, pour les grattes-papiers, le salaire serait basé sur les mêmes 2'600 heures de travail annuelles que vous servez dès 2015 pour le calcul des UMOS. Et en analogie à votre interprétation du revenu paritaire dans l'agriculture, seuls les 25% les plus performants des grattes-papiers auraient droit à un salaire digne. Pour les autres 75%, on peut à la rigueur prévoir une certaine contribution de transition, limité dans le montant et la durée... !)

Rien qu'avec ces mesures de rééquilibrage et d'équité, vous dépasserez probablement les économies visées, sans mettre davantage à mal les producteurs.

Pour terminer, j'insiste sur le terme «agri-culture» pour vous faire comprendre que celle-ci est une base essentielle et primordiale de notre société, bien au-delà de la simple production de matières premières pour la nourriture. J'espère que cela contribuera à rectifier votre vue un peu trop simplette du monde agricole.

Maurus Gerber, La Sagne



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ?

Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal: Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat: Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne. Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75, Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse: Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch  
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.- Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-  
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»: Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch  
Commission grandes cultures et viande: Nicolas Bezençon, gvviande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre: Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch  
Coordination Européenne Via Campesina: Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch  
Commission vente directe: Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch  
Commission jeunes-accès à la terre: Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch  
Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch